

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

11 juillet 2023

---

ORIENTATION ET PROGRAMMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE 2023-2027 - (N° 1440)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

**SOUS-AMENDEMENT**

N° 1530

présenté par  
M. Houlié

à l'amendement n° 1072 de M. Ciotti

-----

**ARTICLE PREMIER****RAPPORT ANNEXÉ**

Après l'alinéa 4, insérer les quatre alinéas suivants :

« *I bis.* – En conséquence, au même alinéa, après le mot :

« « prison, »,

« insérer les mots :

« « soit les 15 000 places déjà prévues par le « plan 15 000 » et 3 000 places supplémentaires qui seront réalisées sous réserve de la délivrance par les collectivités locales des autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation de la première partie de ce plan, » ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La précédente loi de programmation pour la Justice, du 23 mars 2019, a permis une montée en puissance du programme immobilier pénitentiaire en prévoyant la livraison de 15 000 nouvelles places de prison jusqu'en 2027. L'amendement 1072 prévoit d'accroître ce « Plan 15 000 » de 3 000 places supplémentaires, portant ainsi le total à 18 000 nouvelles places de prison.

La construction des établissements pénitentiaires étant régulièrement contrariée par les réticences des riverains et, trop souvent, de leurs élus, l'avancement du « Plan 15 000 » a pu être freiné par des difficultés quant à l'identification des terrains et l'obtention des autorisations afférentes. Pour ne pas

rencontrer le même type de difficulté, le présent sous-amendement prévoit que les 3 000 places supplémentaires ne seront réalisées que sous réserve de la délivrance par les collectivités locales des autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation de la première partie de ce plan.